CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION

Séances conjointes de la 29e session du Comité pour les animaux et
la 23e session du Comité pour les plantes
Genève (Suisse), 22 juillet 2017

Questions stratégiques

Coopération avec des organisations et des accords multilatéraux sur l'environnement

RENFORCER LA CONSERVATION ET LA PRODUCTION DURABLE DE CERTAINES ESPÈCES INSCRITES À L'ANNEXE II EN AMÉRIQUE DU NORD – SYNERGIES AVEC LA COMMISSION DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE

1. Ce document a été préparé par le Mexique au nom de la région Amérique du Nord*.

Historique

2. Janvier 2017 a marqué la clôture du projet biennal intitulé "Renforcer la conservation et la production durable de certaines espèces inscrites à l'Annexe II en Amérique du Nord", élaboré dans le cadre du "Plan opérationnel de la Commission de coopération environnementale (CCE) 2015-2016" en collaboration avec les autorités CITES d'Amérique du Nord.

3. Le but du projet était de décrire le commerce de certaines espèces régionales inscrites à l'Annexe II afin de promouvoir leur commerce légal, durable et traçable en deux phases:

   a) Phase 1: Identification et priorisation des espèces de l'Annexe II faisant l'objet d'un commerce important, puis analyse exhaustive du commerce en vue d'identifier les difficultés d'application et les possibilités d'amélioration. Cette première phase a été élaborée dans le cadre d'une consultation menée par M. Robert Gabel;

   et

   b) Phase 2: Établissement et lancement de plans d'action pour renforcer et améliorer la collaboration régionale et l'échange d'informations sur certaines espèces inscrites à l'Annexe II, des questions d'identification jusqu'aux codes de source et de but en passant par les avis de commerce non préjudiciable (ACNP) et leur lien avec la conservation, l'utilisation durable et les possibilités de développement des communautés autochtones et locales. Cette deuxième phase était conçue autour d'ateliers et a été élaborée dans le cadre d'une consultation dirigée par M. Ernie Cooper.

* *Les appellations géographiques employées dans ce document n'impliquent de la part du Secrétariat CITES (ou du Programme des Nations Unies pour l'environnement) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou zones, ni quant à leurs frontières ou limites. La responsabilité du contenu du document incombe exclusivement à son auteur.*

4. En tant que principal résultat de la phase 1, la région Amérique du Nord a convenu des cinq groupes d'espèces prioritaires suivants:

Groupe d'espèces prioritaires	Taxon de l'Annexe II
1. Perroquets	1) *Amazona albifrons* 2) *Amazona autumnalis* 3) *Amazona xantholora* 4) *Aratinga canicularis* 5) *Aratinga holochlora* 6) *Aratinga strenua* 7) *Bolborhynchus lineola* 8) *Brotogeris jugularis* 9) *Forpus cyanopygius* 10) *Pionopsitta haematotis* 11) *Pionus senilis*
2. Requins	12) *Carcharhinus longimanus* 13) *Carcharodon carcharias* 14) *Cetorhinus maximus* 15) *Lamna nasus* 16) *Rhincodon typus* 17) *Sphyrna lewini* 18) *Sphyrna mokarran* 19) *Sphyrna zygaena*
3. Tarentules	20) *Aphonopelma albiceps* 21) *Aphonopelma pallidum* 22) *Brachypelma annitha* 23) *Brachypelma auratum* 24) *Brachypelma aureoceps* 25) *Brachypelma baumgarteni* 26) *Brachypelma boehmei* 27) *Brachypelma emilia* 28) *Brachypelma epicureanum* 29) *Brachypelma hamorii* 30) *Brachypelma kahlenbergi* 31) *Brachypelma klaasi* 32) *Brachypelma ruhnaui* 33) *Brachypelma schroederi* 34) *Brachypelma smithi* 35) *Brachypelma vagans* 36) *Brachypelma verdezi*
4. Arbres	37) *Carnegiea gigantea* 38) *Dalbergia granadillo* 39) *Dalbergia retusa* 40) *Dalbergia stevensonii* 41) *Opuntia* spp. 42) *Swietenia humilis* 43) *Swietenia macrophylla* 44) *Swietenia mahagoni*

Groupe d'espèces prioritaires	Taxon de l'Annexe II
5. Tortues terrestres et tortues d'eau douce	45) Clemmys guttata 46) Dermatemys mawii 47) Emydoidea blandingii 48) Glyptemys insculpta 49) Gopherus agassizii 50) *Gopherus berlandieri* 51) *Gopherus morafkai* 52) *Gopherus polyphemus* 53) *Malaclemys terrapin* 54) *Terrapene carolina* 55) *Terrapene nelsoni* 56) *Terrapene ornata*

5. Sur la base des cinq groupes d'espèces prioritaires, la phase 2 du projet a abouti à 89 plans d'action rédigés à partir d'informations rassemblées dans une étude exhaustive, de consultations avec les acteurs et de commentaires reçus des autorités CITES du Canada, des États-Unis d'Amérique et du Mexique. Les plans d'action sont résumés ci-dessous:

Groupe d'espèces prioritaires	Résumé des plans d'action	Lien des plans d'action*
1) Perroquets	10 espèces prioritaires et 20 actions pour une amélioration 1) de la coopération entre les acteurs nord-américains; 2) des politiques dans les trois pays; 3) de la conservation *in situ* des espèces sauvages; et 4) des capacités de lutte contre la fraude; et pour la réduction de la menace que constituent les espèces envahissantes introduites au Mexique.	http://www3.cec.org/islandora/en/item/11696-sustainable-trade-in-parrots-action-plan-north-america-en.pdf
2) Requins	8 espèces prioritaires et 16 actions pour l'amélioration 1) de la coopération entre les acteurs nord-américains; 2) des capacités de suivi et d'établissement de rapports pour le secteur de la pêche; 3) de la sensibilisation du public à la conservation et à la réglementation; 4) de la gestion des pêcheries mexicaines; et 5) des capacités d'identification et de lutte contre la fraude.	http://www.cec.org/islandora/en/item/11714-sustainable-trade-in-sharks-action-plan-north-america-en.pdf
3) Tarentules	16 espèces prioritaires et 18 actions pour une amélioration 1) de la coopération entre les acteurs nord-américains; 2) des politiques qui encouragent l'élevage en captivité et le commerce durable au Mexique; 3) de l'information biologique et sur le commerce; et 4) de la conservation et de l'application.	http://www3.cec.org/islandora/en/item/11697-sustainable-trade-in-tarantulas-action-plan-north-america-en.pdf
4) Arbres	8 espèces prioritaires d'arbres et de cactus et 17 actions pour une amélioration 1) de la coopération entre les acteurs nord-américains; 2) de la recherche sur le terrain et de l'analyse; 3) de la production durable des espèces *Dalbergia* et *Swietenia* au Mexique; 4) des capacités d'identification et de lutte contre la fraude; 5) de la sensibilisation des communautés à la conservation des forêts au Mexique; et 6) des règlements, politiques et lignes directrices qui soutiennent et encouragent un prélèvement et un commerce durables.	http://www3.cec.org/islandora/en/item/11701-sustainable-trade-in-timber-action-plan-north-america-en.pdf

5) Tortues terrestres et tortues d'eau douce	12 espèces prioritaires et 18 actions pour une amélioration 1) de la coopération entre les acteurs nord-américains; 2) de la recherche sur l'élevage en captivité de *Dermatemys mawii* à des fins commerciales; 3) des politiques et procédures qui encouragent aussi le rétablissement des populations sauvages; et 4) des capacités de lutte contre la fraude et de protection.	http://www3.cec.org/islandora/en/item/11699-sustainable-trade-in-turtles-and-tortoises-action-plan-north-america-en.pdf

* *Actuellement en anglais seulement mais bientôt disponible en espagnol également, dans la bibliothèque virtuelle de la CCE: http://www.cec.org/islandora/en*

6. Le résumé exécutif de tous les plans d'action est disponible dans l'**annexe** au présent document ainsi qu'à l'adresse: http://www3.cec.org/islandora/en/item/11709-planes-de-acci-n-de-am-rica-del-norte-para-un-comercio-sustentable-de-especies-es.pdf; il sera bientôt disponible également en anglais.

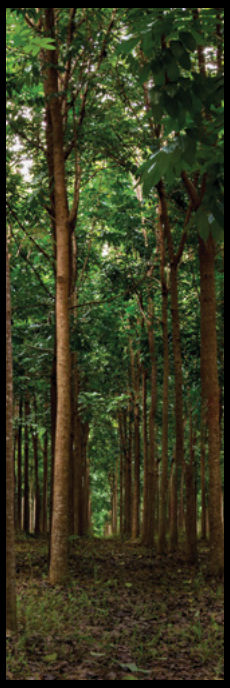
Étapes à suivre

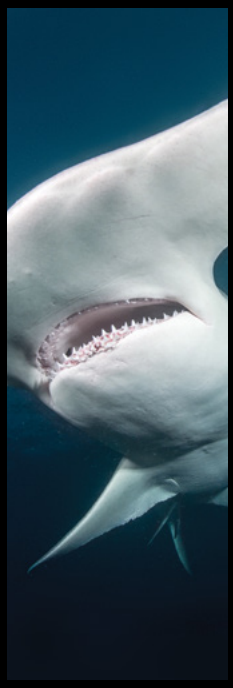
7. La région Amérique du Nord travaille à un projet de suivi dans le cadre du Plan opérationnel 2017-2018 de la CCE, intitulé "Production et commerce durables, légaux et traçables des requins, tortues, tarentules et des arbres inscrits à la CITES en Amérique du Nord", dans le but de soutenir l'application des activités prioritaires identifiées dans le cadre des plans d'action pertinents. Le projet de proposition est disponible à l'adresse: http://www.cec.org/sites/default/files/pdf/project_proposals/project-b_cites.pdf

Recommandations aux Comités pour les animaux et pour les plantes

8. Prendre note des synergies entre la région Amérique du Nord de la CITES et la Commission de coopération environnementale (CCE) et en particulier des plans d'action pour les cinq groupes d'espèces prioritaires (résumés dans les paragraphes 5 et 6 ci-dessus et dans l'**annexe** du présent document, seulement en espagnol).

AC29 Doc. 12/PC23Doc. 13
Annex / Annexe / Anexo
(Spanish only / Seulement en espagnol / Únicamente en español)





Planes de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies maderables, así como de loro, tarántula, tiburón y tortuga

Resúmenes ejecutivos

Comisión para la Cooperación Ambiental

El presente documento contiene los resúmenes ejecutivos de cinco planes de acción elaborados para el Secretariado de la Comisión para la Cooperación Ambiental (CCA) como parte del proyecto *Fortalecimiento de la conservación y el aprovechamiento sustentable de especies listadas en el Apéndice II de la CITES en América del Norte*, del Plan Operativo 2015-2016 de la CCA. Las versiones completas de los planes de acción están disponibles en la biblioteca virtual de la organización: www.cec.org/biblioteca.

CCA (2017), *Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies maderables*, Comisión para la Cooperación Ambiental, Montreal.
Autores: Ernest W. T. Cooper, Les Sampson y Diana Paola Molina Negrete

CCA (2017), *Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de loro*, Comisión para la Cooperación Ambiental, Montreal.
Autores: Sarah Busch y Ernest W. T. Cooper.

CCA (2017), *Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tarántula*, Comisión para la Cooperación Ambiental, Montreal.
Autores: Rick C. West y Ernest W. T. Cooper.

CCA (2017), *Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tiburón*, Comisión para la Cooperación Ambiental, Montreal.
Autores: Ernest W. T. Cooper y Óscar Sosa Nishizaki.

CCA (2017), *Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tortuga*, Comisión para la Cooperación Ambiental, Montreal.
Autores: Peter Paul van Dijk y Ernest W. T. Cooper

Se permite la reproducción —total o parcial— de este documento sin previa autorización, siempre y cuando se haga con absoluta precisión, su uso tenga fines educativos y no lucrativos, y se cite debidamente la fuente, con el correspondiente crédito a la Comisión para la Cooperación Ambiental. La CCA apreciará que se le envíe una copia de toda publicación o material que utilice este trabajo como fuente.

A menos que se indique lo contrario, el presente documento está protegido mediante licencia de tipo "Reconocimiento – No comercial – Sin obra derivada", de Creative Commons.

© Comisión para la Cooperación Ambiental, 2017

Equipo administrativo y editorial del Secretariado de la CCA: David Donaldson, Catherine Hallmich, Douglas Kirk, Jacqueline Fortson y Johanne David; diseño gráfico: Gray Fraser.

Comisión para la Cooperación Ambiental
393 rue St-Jacques Ouest, bureau 200
Montréal (Québec), Canada, H2Y 1N9
Tel.: 514.350.4300 - fax: 514.350.4314
info@cec.org / www.cec.org

Planes de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies maderables, así como de loro, tarántula, tiburón y tortuga

Resúmenes ejecutivos

Índice

Antecedentes iv

Proceso para la preparación de los planes de acción v

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies maderables 1

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de loro 7

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tarántula 13

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tiburón 19

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tortuga 25

Antecedentes

En 2015, por medio de la Comisión para la Cooperación Ambiental (CCA), los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México emprendieron un proyecto de colaboración con miras a reforzar la conservación y el comercio sustentable de 56 taxones nativos de América del Norte que figuran en el Apéndice II de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES). En consonancia con la prioridad estratégica establecida por la CCA en torno al consumo y la producción sustentables, el proyecto busca establecer pautas en forma de cinco planes de acción con el objetivo de reducir la explotación y el comercio ilícitos o no sustentables, además de ampliar los conocimientos biológicos para facilitar procesos científicamente fundamentados de toma de decisiones en materia de gestión, y fomentar la trazabilidad, la conservación de las especies y los medios de subsistencia de sectores interesados, en toda la cadena de comercio.

En vigor desde 1975, la CITES hace un llamamiento a los países signatarios a cooperar a fin de asegurar que el comercio internacional no signifique una amenaza de extinción para especímenes vulnerables de flora y fauna silvestres, y que el comercio en general se regule y mantenga en niveles sustentables. Para instrumentar la Convención, cada una de las Partes debe designar una o más autoridades administrativas a cargo del sistema de concesión de licencias, así como una o más autoridades científicas que la asesoren acerca de los efectos del comercio en la conservación de las especies. El Apéndice II de la CITES incluye más de 34 mil especies cuyo comercio internacional está regulado para evitar la sobreexplotación y garantizar su supervivencia.

Proceso para la preparación de los planes de acción

El primer paso en la elaboración de estos planes de acción consistió en una revisión por parte del comité directivo del proyecto de la CCA —integrado por autoridades responsables de la aplicación de la CITES en Canadá, Estados Unidos y México— de la lista de especies de América del Norte incluidas en el Apéndice II de dicho instrumento. Como resultado, se seleccionaron 55 especies y un género como "especies prioritarias", por ser todas nativas del subcontinente y además objeto de comercio en cuando menos dos de los tres países. Asimismo, el comité directivo determinó que el intercambio de información y la colaboración regionales facilitarían la conservación de las especies seleccionadas; la instrumentación de la CITES, y la legalidad, trazabilidad y sustentabilidad de su comercio. Estos 56 taxones se organizaron en cinco grupos: especies maderables (cactus y maderas tropicales específicas), loros, tarántulas, tiburones y tortugas (acuáticas y terrestres).

A continuación, se procedió a realizar un análisis exhaustivo de los 56 taxones con el objetivo de compilar información sobre la distribución y el estado de conservación de cada especie, la dinámica del comercio de que es objeto y su valor comercial. Asimismo, se documentaron tanto prácticas de aprovechamiento sustentable como el impacto que el comercio de la especie tiene en su conservación, y se generó la información necesaria para poder efectuar dictámenes de extracción no perjudicial en términos de la CITES.[1] Se evaluaron los desafíos a enfrentar en la identificación de las especies para la aplicación de la Convención y se analizaron oportunidades para fomentar el comercio sustentable de las especies seleccionadas y su conservación.

A efecto de completar los planes de acción, la CCA convocó a interesados directos de Canadá, Estados Unidos y México —incluidos expertos, criadores y otros actores en la cadena de comercio de cada grupo de especies prioritarias— a participar en consultas para examinar la información recabada y aportar recomendaciones de acciones encaminadas a reforzar la cooperación sectorial, desarrollar capacidades para la aplicación de leyes y reglamentos e impulsar el comercio sustentable y la conservación de los taxones seleccionados. Las aportaciones derivadas de este proceso de consulta se integraron en los planes de acción, previa revisión por autoridades responsables de la aplicación de la CITES en Canadá, Estados Unidos y México. Los cinco planes de acción resultantes contienen en total 89 recomendaciones para fortalecer la conservación y el aprovechamiento sustentable de especies maderables, así como de loro, tarántula, tiburón y tortuga prioritarias para América del Norte y listadas en el Apéndice II de la CITES.

1. El texto de los artículos III y IV de la Convención establece que los permisos de exportación de cualquier espécimen de una especie incluida en los apéndices I y II únicamente se concederán después de que una autoridad científica del país de exportación haya manifestado que tal exportación no perjudicará la supervivencia de la especie en cuestión. Los resultados de dicho proceso de evaluación se conocen como "dictámenes de extracción no perjudicial". En la resolución 10.3 de la Conferencia de las Partes se describe la función de la autoridad científica, en tanto que la resolución 16.7 presenta recomendaciones para el proceso de dictámenes de extracción no perjudicial (CITES 1973, 1997, 2013f).

Steve Heap

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies maderables

En el presente plan de acción se recomiendan 17 medidas encaminadas a fomentar el comercio sustentable de especies maderables consideradas prioritarias; se ofrece, asimismo, un panorama general por cuanto a su distribución, estado de conservación, comercio del que son objeto e información pertinente a su manejo. Las acciones recomendadas tienen por objetivo fortalecer los vínculos de cooperación entre los sectores interesados en América del Norte; impulsar las actividades de investigación y análisis de campo, así como la producción sustentable de *Dalbergia* y *Swietenia* en México; crear conciencia ciudadana en torno a la conservación de los bosques en México; propiciar reglamentos, políticas y directrices que apoyen y fomenten la explotación y el comercio sustentables, y desarrollar capacidades para la aplicación de leyes y reglamentos. La información contenida en este plan de acción es producto de la compilación de material publicado y del análisis de datos, así como de consultas con expertos y representantes de sectores interesados de Canadá, Estados Unidos y México. Cabe resaltar que con tal propósito se realizó un taller sectorial los días 25 y 26 de octubre de 2016 en la Ciudad de México.

Este documento forma parte de una serie de cinco planes de acción preparados como parte del proyecto impulsado por la Comisión para la Cooperación Ambiental (CCA) con el objetivo de fomentar el comercio lícito, sustentable y trazable de ciertas especies de América del Norte incluidas en el Apéndice II de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES). Los cinco planes de acción se elaboraron bajo el asesoramiento de las autoridades responsables de la aplicación de la CITES en Canadá, Estados Unidos y México.

Especies prioritarias

Para integrar el presente plan de acción, se seleccionaron ocho taxones de plantas productoras de madera. Estas especies maderables prioritarias incluyen cuatro especies de cactus (*Carnegiea gigantea*, *Cylindropuntia cholla*, *C. fulgida* y *C. imbricata*) y seis especies de árboles (*Dalbergia granadillo*, *D. retusa*, *D. stevensoni*, *Swietenia humilis*, *S. macrophylla* y *S. mahogani*).

Todas las especies prioritarias de cactus se encuentran en México, al igual que los árboles *Dalbergia granadillo*, *D. stevensoni*, *Swietenia humilis* y *S. macrophylla*. También la especie *D. Retusa* se encuentra en este país, pero se cree que es introducida. *Carnegiea gigantea*, *C. fulgida*, *C. imbricata* y *S. mahogani* son nativas de Estados Unidos. Ninguna de las especies maderables prioritarias se encuentra en forma natural en Canadá.

La Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza (UICN) ha clasificado a *Swietenia mahogani* como "en peligro", y a *Dalbergia retusa*, *S. humilis* y *S. macrophylla,* como "vulnerables". Sin embargo, la clasificación de estas especies no se actualiza desde 1998, de manera que no está claro si las categorías asignadas por la UICN efectivamente reflejan su estado actual de conservación. *Dalbergia granadillo* y *D. stevensonii* no han sido evaluadas por la UICN, y las cuatro especies de cactus están todas clasificadas en la categoría "de preocupación menor".

En México, *C. gigantea* se considera como "amenazada", y *D. granadillo* "en peligro de extinción". En Estados Unidos, en las tierras bajo jurisdicción del Servicio de Parques Nacionales (*National Park Service*), la explotación de *C. gigantea* es ilegal, y la especie está protegida en Arizona, en tanto que *Swietenia mahogani* lo está en Florida.

Revisión del comercio

En Canadá y Estados Unidos, la madera de *Cylindropuntia* se vende sobre todo para utilizarse en acuarios y terrarios. En la mayoría de los casos, sencillamente se comercia como "madera de cholla", sin que se indique la especie particular de que se trata. En México no hay un mercado significativo para la madera de *Cylindropuntia*.

En Estados Unidos y México, las costillas leñosas de la especie *C. gigantea* se utilizan para construir cercas, techos y partes de muebles. El mercado estadounidense para la madera de *C. gigantea* es reducido, y en Canadá no es significativo. En México, la elevada demanda de madera de *C. gigantea* favorece la sobreexplotación y la explotación ilegal de la especie, cuyos impactos se incrementan por la pérdida de hábitat derivada de actividades agrícolas, mineras y turísticas.

La madera de *Dalbergia* se usa para fabricar muebles finos, instrumentos musicales y otros objetos artesanales, y lo mismo en Canadá que en Estados Unidos su mercado es pequeño y especializado. La madera de las especies *D. retusa*, *D. stevensonii* y *Swietenia macrophylla* está disponible para su venta en Canadá y Estados Unidos, aunque no es tan común en Canadá, y la de *D. stevensonii* es especialmente rara. No es fácil encontrar madera aserrada de *S. mahagoni* para su venta en América del Norte, en tanto que la de *S. humilis* no suele venderse en Canadá ni en Estados Unidos, y tampoco es fácil de conseguir en el mercado internacional. Por cuanto a México, resulta complicado determinar la disponibilidad de la madera de *S. humilis*, pues la mayoría de los vendedores ofrece "caoba" (*Swietenia*), pero no especifica la especie.

De entre todas las especies maderables prioritarias, *Swietenia macrophylla* es, por su madera, el producto de mayor importancia económica. En una revisión de la base de datos sobre el comercio de especies incluidas en la CITES (*Base de datos sobre comercio CITES*) del Centro de Monitoreo de la Conservación Mundial (CMCM) del Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente (PNUMA) se encontró que, entre 2009 y 2014, Estados Unidos importó 87,048.39 metros cúbicos (m^3) de madera de *S. macrophylla*, equivalentes a más de 99 por ciento de la madera de especies prioritarias importada a ese país en dicho lapso. En ese mismo periodo, Canadá importó 23.35 m^3 de madera de *S. macrophylla*, que si bien constituyen apenas una fracción del volumen importado a Estados Unidos, representaron más de 99 por ciento de la madera de especies prioritarias importada a Canadá. México, por su parte, exportó 8,700.28 m^3 de madera de *S. macrophylla*, equivalentes a 93 por ciento de la madera de especies prioritarias exportada por el país durante el periodo 2009-2014.

Savagewoods

Palo de rosa o granadillo (*Dalbergia retusa*)

Es deber de los funcionarios encargados de la aplicación de la legislación en las fronteras identificar la madera de las especies incluidas en la CITES y distinguirla de la madera de más de 100 diferentes especies no protegidas por la Convención y que son objeto de comercio internacional. No obstante, en general, un examen visual difícilmente permite a un funcionario identificar una madera más allá del nivel de género. Un reto adicional es que suelen utilizarse muchos nombres comerciales diferentes para la misma especie, mismos que pueden incluirse en la documentación oficial, incluso en varias lenguas. Hay una buena cantidad de documentos publicados sobre la identificación de la madera de un árbol, pero no se dispone de fuentes impresas ni en internet que permitan identificar la madera de cactus. La única capacitación regional sobre identificación de madera para funcionarios del área de aplicación de la ley de que se tiene registro fue la ofrecida durante un taller trinacional sobre comercio de flora en 2002.

Acciones recomendadas

En el siguiente cuadro se presenta un resumen de las acciones recomendadas con el propósito de fomentar la conservación de especies prioritarias maderables en México, al igual que su comercio lícito y sustentable a escala de América del Norte. La ejecución de estas acciones está sujeta a la disponibilidad de financiamiento.

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
1	Asegurar que se elaboren informes de los avances alcanzados en la aplicación de las recomendaciones planteadas en el presente plan de acción y se realicen las mediciones pertinentes.	**Indicadores de avances**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de concebir e instrumentar un proceso que permita registrar y dar seguimiento a las acciones emprendidas en aras de aplicar las recomendaciones planteadas en este plan de acción, así como informar al respecto, ya sea mediante un sitio web específicamente creado para el grupo de especies en cuestión o por medio de algún otro método.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
2	Apoyar iniciativas conjuntas de alcance subcontinental orientadas a impulsar el comercio sustentable y trazable, así como la conservación de especies prioritarias listadas en el Apéndice II de la CITES.	a) **Colaboración trinacional**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México deberán respaldar y monitorear acciones de colaboración encaminadas a fomentar el comercio sustentable y trazable de especies nativas consideradas de preocupación prioritaria —incluidas las especies maderables que figuran en el Apéndice II de la CITES—, así como su conservación.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
		b) **Estrategia de financiamiento**: En la medida de lo posible y en consideración de prioridades de índole interna de cada país, los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de formular una estrategia de largo plazo para el financiamiento de este plan de acción, con énfasis en la ejecución de las acciones de mayor prioridad.	No procede	2018	Alta
3	Apoyar el comercio sustentable y la conservación de especies maderables prioritarias mediante investigación de campo y análisis.	a) **Estudios de campo sobre *Cylindropuntia* y *Carnegiea***: La CITES y otras autoridades pertinentes de México y Estados Unidos, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberán apoyar la investigación sobre ecología de poblaciones, biología reproductiva y conservación de las especies prioritarias seleccionadas de *Cylindropuntia* y *Carnegiea*, con el fin de definir los índices de aprovechamiento sustentable de poblaciones silvestres.	60,000 (por país)	2020	Mediana
		b) **Protocolos sobre dictámenes de extracción no perjudicial para *Dalbergia stevensonii* y *D. granadillo***: La CITES y las autoridades forestales mexicanas, en colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y el sector forestal, y con ayuda de expertos de Estados Unidos, habrán de apoyar la investigación sobre dinámica de la población, biología reproductiva y conservación de *D. stevensonii* y *D. granadillo*, a fin de formular protocolos para la preparación de dictámenes de extracción no perjudicial aplicables a la exportación de estas especies.	30,000	2020	Alta

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
4	Proporcionar a los funcionarios encargados de la aplicación de la legislación la información y los recursos necesarios para identificar especímenes de madera y aplicar las leyes que regulan el comercio de especies maderables.	a) **Apoyo para la aplicación de la legislación:** El gobierno de México deberá incrementar el financiamiento para la aplicación de la legislación y, en colaboración con expertos tanto canadienses como estadounidenses, dar prioridad a tales medidas, a fin de poner un alto al comercio ilícito de madera, en especial de especies de gran valor como *Dalbergia spp.*, *Swietenia macrophylla* y *Carnegiea gigantea*.	100,000	2018 (en forma permanente)	Alta
		b) **Colaboración entre América del Norte y Centroamérica:** La CITES y las autoridades forestales encargadas del cumplimiento de la legislación en Canadá, Estados Unidos y México, a través del Grupo de Trabajo de América del Norte para la Aplicación de la Legislación sobre la Vida Silvestre (NAWEG, por sus siglas en inglés) de la CCA, habrán de establecer una relación de trabajo conjunto con la Red de Observancia y Aplicación de la Normativa de Vida Silvestre de Centroamérica y República Dominicana (ROAVIS) con el fin de compartir información y experiencia, coordinar las actividades de aplicación de la legislación y facilitar la cooperación entre México y Centroamérica en temas relacionados con el comercio de madera aserrada de *Dalbergia* y *Swietenia*.	No procede	2018 (en forma permanente)	Mediana
		c) **Identificación de cactus**: La CITES y otras autoridades pertinentes de Canadá, Estados Unidos y México, a través de la CCA, y en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberán financiar y apoyar la formulación de metodologías morfológicas, químicas y moleculares para identificar la madera de *Cylindropuntia* y *Carnegiea* hasta el nivel de la especie.	50,000	2020	Mediana
		d) **Talleres regionales sobre el comercio de especies maderables**: La CITES y las autoridades forestales de Canadá, Estados Unidos y México, a través de la CCA, y en colaboración con autoridades de Centroamérica, habrán de organizar un taller regional sobre comercio e identificación de maderas. En dicho taller se reunirán expertos y personal encargado de la aplicación de la legislación con el propósito de capacitarse en la identificación de maderas de especies incluidas en la Lista Roja de la CITES; analizar el comercio de maderas duras de México y Centroamérica; crear vínculos entre las diferentes autoridades regionales, y estimular acciones conjuntas para combatir el comercio ilegal. Se deberá proporcionar a los asistentes ejemplares del manual *Identificación anatómica de especies maderables de Centroamérica*, de Wiedenhoeft.	75,000	2018	Alta
5	Formular reglamentos, políticas y directrices para apoyar y fomentar la explotación y el comercio sustentables de especies maderables prioritarias de América del Norte.	a) **Revisión de los reglamentos**: El gobierno de México, en colaboración con la CCA y el sector forestal, habrá de revisar y optimizar los reglamentos y procedimientos de exportación de especies maderables.	No procede	2018	Alta
		b) **Directrices en materia de plantaciones comerciales**: En colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y el sector forestal, las autoridades forestales mexicanas deberán elaborar directrices para la creación de plantaciones comerciales de *D. stevensonii* en Chiapas y de *D. granadillo* en Oaxaca.	No procede	2020	Alta

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
5	Formular reglamentos, políticas y directrices para apoyar y fomentar la explotación y el comercio sustentables de especies maderables prioritarias de América del Norte.	c) **Política relativa a la recolección de madera de cactus**: La CITES y las autoridades forestales mexicanas, en colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y el sector forestal, habrán de formular políticas y procedimientos para la recolección sustentable, lícita y trazable de la madera de *Carnegiea* y *Cylindropuntia*, así como instrumentar un programa de monitoreo activo vinculado con los crecientes esfuerzos de aplicación de la legislación para combatir la recolección furtiva y el tráfico de los mencionados cactus.	10,000	2020	Alta
		d) **Definición de "reproducido artificialmente"**: La CITES y las autoridades forestales de Canadá, Estados Unidos y México deberán revisar conjuntamente las implicaciones de enmendar la definición de "reproducido artificialmente" proporcionada en la resolución 10.3 de la 15 Conferencia de las Partes (Rev. CoP15) (*Aplicación de la Convención a las especies maderables*) para incluir madera de plantaciones de especies mixtas. Si es posible justificar dicha enmienda, entonces deberá presentarse un documento de análisis en una reunión del Comité de Flora de la CITES.	No procede	2019	Baja
6	Apoyar la explotación y el comercio sustentables de especies prioritarias de cactus mejorando la recopilación y el análisis de datos sobre cada especie y su comercio respectivo.	a) **Estudio del comercio de *Cylindropuntia***: La CITES y las autoridades pertinentes de Estados Unidos y México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, habrán de financiar un estudio conjunto sobre el comercio de madera de *Cylindropuntia*, con el fin de determinar la especie utilizada, las cadenas de suministro y de valor, así como los protocolos de certificación y trazabilidad de que se dispone (o que podrían formularse).	40,000	2019	Mediana
7	Incrementar la producción sustentable de las especies *Dalbergia* y *Swietenia* en México.	a) **Evaluación de plantación mixta**: Las autoridades forestales mexicanas, en colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y el sector forestal, deberán formular una estrategia para incrementar la producción comercial de *Swietenia macrophylla* y de *Dalbergia spp.* mediante la plantación de especies múltiples en bosques naturales o en plantaciones mixtas.	No procede	2018	Mediana
		a) **Certificación forestal**: La CITES y las autoridades forestales mexicanas habrán de apoyar activamente los esfuerzos del sector forestal para obtener de terceros certificaciones de las operaciones forestales cuyo objetivo sean *S. macrophylla* y especies de *Dalbergia*. Esto podría suponer una certificación del Consejo de Manejo Forestal (FSC, por sus siglas en inglés) o algún otro mecanismo de certificación internacional que cumpla con los estándares de licitud aplicables para el comercio con Canadá y Estados Unidos.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
8	Crear mayor conciencia en las comunidades respecto de la conservación y el valor de los bosques, a fin de apoyar la explotación y el comercio sustentables de especies maderables en México.	**Estrategia mexicana de comunicación y difusión**: La CITES y las autoridades forestales mexicanas, en colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y el sector forestal, deberán formular una estrategia nacional de comunicación y difusión para aumentar la conciencia en torno a la importancia de la conservación de los bosques de *Dalbergia* y *Swietenia* en su rango de distribución y el valor económico que éstos tienen para las comunidades.	20,000	2018	Baja

Loro cabeza oscura (*Pyrilia haematotis*)

Tim Zurowski

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de loro

En el presente plan de acción se recomiendan 19 medidas encaminadas a fomentar el comercio sustentable de diez especies de loro consideradas prioritarias; se ofrece, asimismo, un panorama general por cuanto a su distribución, estado de conservación, comercio del que son objeto e información pertinente a su manejo. Las acciones recomendadas tienen por objetivo fortalecer los vínculos de cooperación entre los sectores interesados en América del Norte; formular e implementar políticas que promuevan la cría de loros en cautiverio y su comercialización sustentable; incrementar los esfuerzos de conservación *in situ* para poblaciones silvestres; reducir la amenaza de especies invasoras en México, y desarrollar capacidades para la aplicación de leyes y reglamentos. La información contenida en este plan de acción es producto de la compilación de material publicado y del análisis de datos, así como de consultas con expertos y representantes de sectores interesados de Canadá, Estados Unidos y México. Cabe resaltar que con tal propósito se realizó un taller sectorial los días 25 y 26 de octubre de 2016 en la Ciudad de México.

Este documento forma parte de una serie de cinco planes de acción preparados como parte del proyecto impulsado por la Comisión para la Cooperación Ambiental (CCA) con el objetivo de fomentar el comercio lícito, sustentable y trazable de ciertas especies de América del Norte incluidas en el Apéndice II de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES). Los cinco planes de acción se elaboraron bajo el asesoramiento de las autoridades responsables de la aplicación de la CITES en Canadá, Estados Unidos y México.

Especies prioritarias

Para integrar el presente plan de acción, se seleccionaron diez especies de loro consideradas prioritarias. Estas especies son nativas de México, y el rango de distribución de una de ellas (*Psittacara holochlorus*) posiblemente se extiende hasta el sur de Texas en Estados Unidos. Ninguna se encuentra en forma natural en Canadá. El comercio de loros en América del Norte involucra casi exclusivamente a aves vivas en calidad de mascotas.

Una de las especies prioritarias de loro (*Forpus cyanopygius*) fue evaluada por la Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza (UICN) como "casi amenazada", en tanto que las otras nueve fueron evaluadas como de "preocupación menor". En México, cinco de estas especies (*Amazona xantholora*, *Bolborhynchus lineola*, *Brotogeris jugularis*, *Pionus senilis* y *Psittacara holochlorus*) son consideradas "amenazadas"; tres (*Amazona albifrons*, *Eupsittula canicularis* y *Forpus cyanopygius*) están "sujetas a protección especial", y una especie (*Pyrilia haematotis*) y una subespecie (*F.c. insularis*) se consideran "en peligro de extinción".

Panorama general de manejo y conservación

En Canadá, la importación de loros debe cumplir con los requisitos de la CITES al igual que con las restricciones impuestas por la Ley de Salud Animal (*Health of Animals Act*). Canadá autoriza importaciones comerciales de loros vivos de pocos países, entre los que se incluye Estados Unidos, pero no así México. Los loros mascota pueden ser importados a Canadá si viajan con sus dueños, y si satisfacen los requerimientos de importación establecidos por la Ley de Salud Animal.

En Estados Unidos, la importación de loros está restringida tanto por la Ley de Especies en Peligro de Extinción (*Endangered Species Act*, ESA), que implementa la CITES, como por la Ley de Conservación de Aves Silvestres (*Wild Bird Conservation Act*, WBCA), gracias a la cual se ha reducido significativamente el número de loros (y otras aves) silvestres importados en el país. Hoy día, la mayoría de las aves importadas son criadas en cautiverio o especies exentas. La importación de loros en Estados Unidos también está regulada por el Servicio de Inspección Sanitaria de Animales y Plantas (*Animal and Plant Health*

Sean Hoyer

Loro yucateco (*Amazona xantholora*)

Ondrej Prosicky

Loro cachete amarillo (*Amazona autumnalis*)

Inspection Service, APHIS) del Departamento de Agricultura de Estados Unidos (*United States Department of Agriculture*, USDA).

En México, el artículo 60 bis 2 de la Ley General de Vida Silvestre (LGVS) prohíbe específicamente la captura, importación, exportación o venta de especies nativas de loro de la familia *Psittacidae*. Las únicas excepciones corresponden a instituciones académicas certificadas para propósitos de conservación o investigación científica.

A pesar de la prohibición de coleccionar, criar o comerciar loros nativos, la captura y el comercio ilegales aparentemente continúan en México. Diversos estudios han revelado la ausencia de loros en regiones a lo largo de la costa del Pacífico de México con selvas en las que naturalmente se encontrarían, lo cual sugiere que dicha ausencia se debe a la captura de especímenes más que a una pérdida del hábitat. Algunos criadores sugieren que la captura de especímenes silvestres se reduciría si se permitiera legalmente la cría de loros mexicanos para su venta.

Revisión del comercio

Actualmente, la demanda de aves mascota en el mercado interno mexicano se satisface con especies exóticas. Especies de loro no nativas e invasoras, tales como *Myiopsitta monachus*, se han establecido en México debido a ejemplares que escapan o son liberados del cautiverio, y es probable que causen problemas ecológicos al competir con las especies nativas.

Un criador de loros estadounidense opinó que el sistema de licencias del Servicio de Pesca y Vida Silvestre de Estados Unidos (*United States Fish and Wildlife Service*, USFWS) presenta un desafío significativo para los criadores y exportadores estadounidenses. Algunos criadores consideran que sus ventas internacionales se pierden frente a criadores de países donde los procesos de obtención de licencias son más rápidos. Un criador de Canadá, por su parte, indicó que las restricciones de importación impuestas por la Ley de Salud Animal eran muy onerosas, y recomendó una revisión de las políticas vigentes para encontrar formas de simplificar el proceso de importación a la vez que mantener un estricto control de la transmisión de enfermedades.

Acciones recomendadas

En el siguiente cuadro se presenta un resumen de las acciones recomendadas con el propósito de fomentar la conservación de especies prioritarias de loro en México, al igual que su comercio lícito y sustentable a escala de América del Norte. La ejecución de estas acciones está sujeta a la disponibilidad de financiamiento.

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
1	Asegurar que se elaboren informes de los avances alcanzados en la aplicación de las recomendaciones planteadas en el presente plan de acción y se realicen las mediciones pertinentes.	**Indicadores de avances**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México deberán concebir e instrumentar un proceso que permita registrar y dar seguimiento a las acciones emprendidas en aras de aplicar las recomendaciones planteadas en este plan de acción, así como informar al respecto, ya sea mediante un sitio web específicamente creado para el grupo de especies en cuestión o por medio de algún otro método.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
2	Apoyar iniciativas conjuntas de alcance subcontinental orientadas a impulsar el comercio sustentable y trazable, así como la conservación de especies prioritarias listadas en el Apéndice II de la CITES.	a) **Colaboración trinacional**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de respaldar y monitorear acciones de colaboración encaminadas a fomentar el comercio sustentable y trazable de especies nativas consideradas de preocupación prioritaria —incluidas las especies de loro que figuran en el Apéndice II de la CITES—, así como su conservación.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
		b) **Estrategia de financiamiento**: En la medida de lo posible y en consideración de prioridades de índole interna de cada país, los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de formular una estrategia de largo plazo para el financiamiento de este plan de acción, con énfasis en la ejecución de las acciones de mayor prioridad.	No procede	2018	Alta
3	Revisar y enmendar las políticas mexicanas sobre posesión, cría y comercio de loros.	a) **Revisión de la LGVS**: El gobierno de México deberá contratar a un consultor para: revisar el impacto del artículo 60 bis 2 de la Ley General de Vida Silvestre y sus disposiciones sobre conservación de los loros y medios de subsistencia de las comunidades locales; evaluar posibles restricciones a la importación de especies exóticas de loro potencialmente invasoras, y aportar recomendaciones en torno a la reglamentación concerniente a operaciones de cría en cautiverio.	No procede	2017	Alta
		b) **Enmienda de la LGVS**: El gobierno de México deberá considerar enmendar el artículo 60 bis 2 de la Ley General de Vida Silvestre, de manera que se elimine la prohibición de la cría y del comercio interno e internacional de especies nativas de loro.	No procede	2018	Alta
		c) **Políticas de cría en cautiverio**: Si se decide enmendar la restricción legal sobre la cría de especies nativas de loro y permitir su cría en cautiverio, el gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y criadores particulares, deberá elaborar e implementar normas, reglamentos y procedimientos para prevenir que el tráfico de aves capturadas en el medio silvestre sea encubierto a través de establecimientos de cría.	No procede	2018	Alta

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
4	Apoyar la conservación de los loros nativos mexicanos a través de proyectos conjuntos y de cooperación de instituciones académicas, autoridades gubernamentales, criadores particulares y organizaciones no gubernamentales.	**Taller anual mexicano**: El gobierno de México, en colaboración con la CCA, criadores particulares, instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, habrá de organizar un taller anual que reúna expertos para: compartir información acerca de la conservación del loro mexicano; establecer objetivos de investigación y de gestión; elaborar y ajustar una lista de las especies prioritarias, y formular o modificar las políticas para asegurar la conservación del loro.	10,000 (al año)	2017 (en forma permanente)	Alta
5	Promover la conservación *in situ* de las poblaciones de loro silvestre en México.	a) **Programa de erradicación**: El gobierno de México, en colaboración con criadores particulares, instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, habrá de revisar y evaluar los riesgos y beneficios de un programa de erradicación para las especies de loro introducidas, o trazar estrategias alternativas para el manejo del impacto de las especies de loro invasoras.	10,000	2019	Mediana
		b) **Acciones comunitarias para la conservación**: El gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberá evaluar el potencial de los esfuerzos comunitarios para conservar las especies nativas de loro y crear medios de subsistencia a través de la creación de albergues de ecoturismo en regiones con una abundante diversidad de loros, y habrá de promover otras actividades complementarias no extractivas tales como el senderismo, la pesca deportiva y la observación tanto de aves como de la flora y fauna silvestres.	10,000	2019	Alta
		c) **Programa de concientización pública**: El gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y criadores particulares, deberá formular e instituir un programa integral de educación pública para reducir la captura ilegal de especies nativas de loro.	40,000	2019	Mediana
6	Reducir la amenaza de las especies de loro invasoras introducidas en México.	a) **Regulación de las importaciones de loro**: El gobierno de México habrá de considerar promulgar disposiciones reglamentarias para restringir la importación de especies no nativas de loro potencialmente invasoras	No procede	2018	Alta
		b) **Cría de especímenes en cautiverio y su liberación**: A fin de evaluar los riesgos y beneficios de un programa de cría y liberación de especímenes en cautiverio con miras a aumentar las poblaciones silvestres de loro, el gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y criadores particulares, deberá revisar el estado de conservación de los loros nativos mexicanos y las amenazas a que están sujetos; el manejo del comercio y la aplicación de la legislación ambiental, y la disponibilidad de hábitat crítico.	10,000		Alta

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
6	Reducir la amenaza de las especies de loro invasoras introducidas en México.	c) **Políticas de liberación de especímenes en cautiverio**: Si se determina que la cría en cautiverio de las especies nativas de loro y su liberación es una estrategia viable de conservación, el gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y criadores particulares, habrá de formular políticas y procedimientos para garantizar la compatibilidad genética, la ausencia de enfermedades y óptimas perspectivas de supervivencia entre los loros criados en cautiverio y liberados en el medio silvestre.	10,000	2018	Alta
7	Revisar los reglamentos y las políticas canadienses en curso para la importación de loros.	**Revisión de la reglamentación canadiense**: El gobierno de Canadá deberá revisar la Ley de Salud Animal para tener un mejor conocimiento de la importación de loros en el contexto de todas las importaciones de Estados Unidos y México, y determinar si hay opciones para facilitar la importación comercial de loros de México.	No procede	2019	Baja
8	Brindar a los funcionarios responsables de la aplicación de la legislación la información y los recursos necesarios para identificar las distintas especies de loro y aplicar las leyes que regulan su comercio.	a) **Taller sobre el comercio de loros**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México, a través de la CCA, habrán de celebrar un taller trinacional sobre el comercio de loros, que reúna a expertos y funcionarios de los tres países responsables de la aplicación de la legislación para: brindar capacitación en el manejo y la identificación de especies de loro; establecer vínculos entre diversas autoridades de América del Norte responsables de la aplicación de la legislación, y estimular acciones conjuntas de aplicación de leyes y reglamentos para combatir el tráfico de especímenes de loro.	75,000	2018	Mediana
		b) **Guía de identificación digital**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México, a través de la CCA, deberán auspiciar la traducción al francés y al inglés de la guía mexicana de identificación digital de especies de la CITES comúnmente comercializadas.	20,000	2018	Mediana
		c) **Reforzamiento de la aplicación de leyes y reglamento**: El gobierno de México deberá incrementar el financiamiento y priorizar la aplicación de la legislación para proteger a las poblaciones silvestres de loro y prevenir la captura y el comercio ilegal de especies nativas de loro.	100,000 (al año)	2018 (en forma permanente)	Alta
9	Revisar las políticas de Estados Unidos para la importación y la exportación de loros.	a) **Proceso de otorgamiento de licencias conforme a la CITES en Estados Unidos**: El Servicio de Pesca y Vida Silvestre habrá de revisar las políticas y los procedimientos para procesar las solicitudes de licencias de la CITES para exportar loros criados en cautiverio, con el objetivo de simplificar el proceso y reducir los tiempos de espera asociados.	No procede	2019	Baja
		b) **Reglas aplicables a los establecimientos extranjeros de cría en cautiverio**: El gobierno de Estados Unidos deberá concluir y publicar el reglamento que establecerá los requisitos para que los criadores extranjeros califiquen como establecimientos de cría en cautiverio conforme a la Ley de Conservación de Aves Silvestres.	No procede	2017	Mediana

Tarántula mexicana de rodillas rojas (*Brachypelma smithi*)

Rick C. West

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tarántula

En el presente plan de acción se recomiendan 18 medidas encaminadas a fomentar el comercio sustentable de 16 especies de tarántula consideradas prioritarias; se ofrece, asimismo, un panorama general por cuanto a su distribución, estado de conservación, comercio del que son objeto e información pertinente a su manejo. Las acciones recomendadas tienen por objetivo fortalecer los vínculos de cooperación entre los sectores interesados en América del Norte; formular e instrumentar políticas que promuevan la cría en cautiverio y el comercio sustentable en México; enriquecer el conocimiento y la comprensión de la biología y el comercio de las tarántulas, y desarrollar capacidades para la aplicación de leyes y reglamentos. La información contenida en este plan de acción es producto de la compilación de material publicado y del análisis de datos, así como de consultas con expertos y representantes de sectores interesados de Canadá, Estados Unidos y México. Cabe resaltar que con tal propósito se realizó un taller sectorial los días 25 y 26 de octubre de 2016 en la Ciudad de México.

Este documento forma parte de una serie de cinco planes de acción preparados como parte del proyecto impulsado por la Comisión para la Cooperación Ambiental (CCA) con el objetivo de fomentar el comercio lícito, sustentable y trazable de ciertas especies de América del Norte incluidas en el Apéndice II de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES). Los cinco planes de acción se elaboraron bajo el asesoramiento de las autoridades responsables de la aplicación de la CITES en Canadá, Estados Unidos y México.

Especies prioritarias

Para integrar el presente plan de acción, se seleccionaron 16 taxones de tarántula considerados prioritarios, uno del género *Aphonopelma* y 15 del género *Brachypelma*. Todas las especies son nativas de México, con una posible excepción: una sola hembra *Brachypelma aureoceps* se encontró en Florida, Estados Unidos. Sin embargo, se considera probable que esta ubicación haya sido un error de registro; más aún, tal vez *B. aureoceps* no sea una especie válida. Ninguna de las especies mencionadas se encuentra de manera natural en Canadá o Estados Unidos (salvo, como se dijo, la citada *B. aureoceps*).

El género *Brachypelma* incluye varias especies coloridas, muy buscadas en el comercio de animales de compañía. A la fecha no se han realizado estudios exhaustivos sobre áreas de distribución y población de ninguna de las especies mexicanas de *Brachypelma*, y la información publicada sobre las áreas zoogeográficas correspondientes a las tarántulas es de alcance general o está incompleta.

Sólo una especie de *Brachypelma* (*B. smithi*) ha sido evaluada por la Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza (UICN). Sin embargo, tal evaluación se publicó en 1996 y podría ya no reflejar el actual estado de conservación de la especie.

Rick C. West

Tarántula anaranjada (*Brachypelma baumgarteni*)

Micha L. Rieser

Tarántula dorada de México (*Brachypelma albiceps*)

Panorama general de manejo y conservación

La Ley General de Vida Silvestre (LGVS) norma el uso, conservación y manejo sustentables de las tarántulas en México. Al amparo de esta ley, se autoriza a personas calificadas extraer un número limitado de tarántulas silvestres para mantenerlas y criarlas en cautiverio. Las crías logradas pueden venderse en el mercado interno o exportarse.

Con una capacitación básica y ayudados por una guía de identificación, los funcionarios de aduana responsables de la aplicación de la legislación podrían identificar especímenes subadultos y adultos de tarántula. Desafortunadamente, la preparación necesaria para identificar a las *Brachypelma* no se ha ofrecido a los funcionarios correspondientes de Canadá, Estados Unidos y México, de manera que hoy día no se dispone de referencias adecuadas para la identificación de las distintas especies del género.

Revisión del comercio

Los comerciantes multinacionales de tarántulas señalan que el mercado de *Brachypelma* (y de las tarántulas en general) está creciendo tanto en México como en el resto del mundo. Los mercados internacionales incluyen a Canadá, Estados Unidos, la Unión Europea y Asia. En la actualidad, la demanda excede la oferta legal, sobre todo de las coloridas especies de tarántulas de "patas rojas". Los criadores de *Brachypelma* autorizados (con licencia) en México informan que en conjunto producen un promedio de 11,000 a 14,000 tarántulas jóvenes al año. Todas las *Brachypelma* se venden y exportan exclusivamente a distribuidores de tarántulas canadienses y estadounidenses, y a pesar de tener pedidos de la Unión Europea, China y Japón, simplemente no logran satisfacerlos.

Criadores y cuidadores de tarántulas sugieren, ambos, que el comercio ilegal de especies de *Brachypelma* excede con mucho al comercio legal. Afirman que grandes cantidades de tarántulas vivas se sacan de México de contrabando, sobre todo para embarcarlas a la Unión Europea y Asia.

Acciones recomendadas

En el siguiente cuadro se presenta un resumen de las acciones recomendadas con el propósito de fomentar la conservación de especies prioritarias de tarántula en México, al igual que su comercio lícito y sustentable a escala de América del Norte. La ejecución de estas acciones está sujeta a la disponibilidad de financiamiento.

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
1	Asegurar que se elaboren informes de los avances alcanzados en la aplicación de las recomendaciones planteadas en el presente plan de acción y se realicen las mediciones pertinentes	**Indicadores de avances**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de concebir e instrumentar un proceso que permita registrar y dar seguimiento a las acciones emprendidas en aras de aplicar las recomendaciones planteadas en este plan de acción, así como informar al respecto, ya sea mediante un sitio web específicamente creado para el grupo de especies en cuestión o por medio de algún otro método.	No procede	2017	Alta
2	Apoyar iniciativas conjuntas de alcance subcontinental orientadas a impulsar el comercio sustentable y trazable, así como la conservación de especies prioritarias listadas en el Apéndice II de la CITES.	a) **Colaboración trinacional**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de respaldar y monitorear acciones de colaboración encaminadas a fomentar el comercio sustentable y trazable de especies nativas consideradas de preocupación prioritaria —incluidas las especies de tarántula que figuran en el Apéndice II de la CITES—, así como su conservación.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
		b) **Estrategia de financiamiento**: En la medida de lo posible y en consideración de prioridades de índole interna de cada país, los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de formular una estrategia de largo plazo para el financiamiento de este plan de acción, con énfasis en la ejecución de las acciones de mayor prioridad.	No procede	2018	Alta
3	Formular e instituir políticas gubernamentales que apoyen la conservación de la tarántula y, al mismo tiempo, promuevan su comercio legal sustentable.	a) **Evaluaciones de impacto ambiental**: El gobierno de México deberá conferir prioridad a las evaluaciones de impacto ambiental en las costas mexicanas del Pacífico —áreas de distribución de muchas especies de tarántula— e instituir proyectos de infraestructura y construcción de carreteras que minimicen la pérdida y degradación de los hábitats.	No procede	2018 (en forma permanente)	Alta
		b) **Simplificación administrativa**: El gobierno de México ha de promover el comercio lícito—interno y exterior— de tarántulas mediante la simplificación administrativa en los plazos de los procesos y el cumplimiento de los tiempos de emisión de permisos marcados por la ley.	No procede	2018	Mediana
4	Recopilar y distribuir información sobre la biología y el comercio de las tarántulas, de manera que las autoridades puedan tomar decisiones bien fundamentadas para garantizar que dicho comercio se lleve a cabo de manera sustentable.	**Taller sobre la Lista Roja de la UICN/NOM-059**: El gobierno de México, en colaboración con la Comisión para la Cooperación Ambiental (CCA), expertos en tarántulas y personal responsable de la Lista Roja de la UICN, deberá organizar un taller para evaluar la inclusión de las *Brachypelma mexicanas* en dicha lista y actualizar la NOM-059-SEMARNAT-2010. Algunas especies podrán clasificarse en la categoría de "datos insuficientes", lo cual destacaría la necesidad de realizar más investigaciones.	40,000	2018	Alta

Núm.	Objetivos		Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
5	Avanzar en el conocimiento científico de la biología y conservación de las tarántulas mexicanas, así como en la regulación de su explotación y comercio, tanto interno como exterior.	a)	**Estudios de campo de tarántulas (fase 1)**: En colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, el gobierno de México habrá de apoyar investigaciones en torno a las poblaciones, hábitats, distribución, biología, uso nacional y externo, demanda y comercio de las siguientes especies de la más alta prioridad: *Brachypelma auratum*, *B. baumgarteni*, *B. boehmei*, *B. emilia*, *B. klaasi*, *B. hamorii* y *B. smithi*, así como sobre los impactos que en ellas tienen el uso de suelo y la degradación del hábitat.	67,000	2019	Alta
		b)	**Estudios de campo de tarántulas (fase 2)**: El gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberá apoyar investigaciones en torno a las poblaciones, hábitats, distribución, biología, uso nacional y externo, demanda y comercio de las siguientes especies de prioridad secundaria: *Aphonopelma pallidum*, *Brachypelma albiceps*, *B. epicureanum*, *B. kahlenbergi*, *B. schroederi*, *B. vagans* y *B. verdezi*, así como sobre los impactos que en ellas tienen el uso de suelo y la degradación del hábitat.	95,000	2021	Alta
6	Establecer políticas y lineamientos que apoyen y promuevan la cría en cautiverio y el comercio sustentable de las tarántulas mexicanas.	a)	**Fomento de la trazabilidad**: El gobierno de México habrá de colaborar con los criadores mexicanos de tarántulas para formular un sistema de certificación del origen de los especímenes empleados en los programas de crianza de las unidades de manejo y aprovechamiento sustentable de vida silvestre (UMA).	10,000	2019	Mediana
		b)	**Lineamientos de producción comercial**: Los criadores mexicanos de tarántulas, en colaboración con el gobierno de México, instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberán preparar lineamientos de manejo para la producción comercial semiintensiva e intensiva de tarántulas.	2,000	2017	Mediana
7	Impulsar la conservación *in situ* de las poblaciones silvestres de tarántulas en México.	a)	**Protocolos de monitoreo y base de datos**: Los investigadores especializados en especies de tarántula, en colaboración con el gobierno de México, organizaciones no gubernamentales y comunidades locales, han de formular y establecer protocolos de campo normalizados para el monitoreo de las poblaciones de tarántulas, y crear una base de datos para el acopio e intercambio de información.	2,000	2019	Mediana
		b)	**Estudios sobre liberación de especímenes criados en cautiverio**: El gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberá apoyar la realización y publicación en línea de estudios para determinar la factibilidad y el impacto de liberar tarántulas criadas en cautiverio y reintroducirlas a la vida silvestre. Esta iniciativa ha de centrarse en las siguientes especies: *Brachypelma auratum*, *B. baumgarteni*, *B. boehmei*, *B. emilia*, *B. klaasi*, *B. hamorii* y *B. smithi*.	40,000	2019	Mediana

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
7	Impulsar la conservación *in situ* de las poblaciones silvestres de tarántulas en México.	c) **Lineamientos para el manejo de especímenes vivos**: Los investigadores y criadores de tarántulas habrán de formular y seguir lineamientos para la captura, manejo y transportación de tarántulas silvestres, a fin de evitarles lesiones o incluso la muerte cuando (con autorización) se les extrae o estudia en su entorno.	2,000	2017	Mediana
		d) **Educación pública**: El gobierno de México, en colaboración con la CCA, instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberá preparar y llevar a cabo actividades educativas en comunidades clave en zonas donde naturalmente se encuentran poblaciones de tarántulas, a fin de aumentar el apoyo destinado a su conservación e impulsar entre los habitantes locales el interés en establecer UMA para la producción semiintensiva de tarántulas.	6,000 por localidad	2019	Alta
8	Dar a los responsables de la aplicación de la ley la información y los recursos necesarios para identificar especímenes de tarántula y hacer cumplir la ley que rige su comercio.	a) **Guía de identificación de tarántulas**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México, a través de la CCA, deberán apoyar la elaboración y distribución de una guía para identificar a las tarántulas *Brachypelma*. Esta guía ha de prepararse a manera de satisfacer las necesidades de los responsables de la aplicación de la ley y estar disponible en línea para uso general. Una vez concluida la guía, podría procederse al desarrollo de una aplicación para teléfonos inteligentes que permita la identificación de especímenes de tarántula a partir de imágenes.	60,000	2018	Alta
		b) **Base de datos de expertos**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México deberán preparar y mantener una base de datos compartida de expertos nacionales y extranjeros a quienes los responsables de la aplicación puedan pedir ayuda para identificar especímenes de tarántula y, con ello, responder ante actividades de comercio ilegal.	No procede	2017	Alta
		c) **Capacitación del USFWS**: El Servicio de Pesca y Vida Silvestre de Estados Unidos (*United States Fish and Wildlife Service*, USFWS) deberá ofrecer, como parte de su programa interno de capacitación, cursos de perfeccionamiento para que sus inspectores puedan identificar a las *Brachypelma*.	No procede	2017	Alta
		d) **Taller sobre el comercio de tarántulas**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México, a través de la CCA, deberán organizar un taller trinacional sobre el comercio y la identificación de tarántulas *Brachypelma*. El evento ha de reunir a expertos en tarántulas y personal responsable de la aplicación de la legislación de los tres países con el propósito de capacitar en materia de identificación de las *Brachypelma*, crear vínculos entre las autoridades de aplicación de la legislación de América del Norte y la Unión Europea, y estimular actividades conjuntas de vigilancia para combatir el tráfico ilícito de tarántulas.	50,000	2018	Alta

Tiburón cornuda gigante (*Sphyrna mokarran*)

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tiburón

En el presente plan de acción se recomiendan 17 medidas encaminadas a fomentar el comercio sustentable de ocho especies de tiburón consideradas prioritarias; se ofrece, asimismo, un panorama general por cuanto a su distribución, estado de conservación, comercio del que son objeto e información pertinente a su manejo. Las acciones recomendadas tienen por objetivo fortalecer los vínculos de cooperación entre los sectores interesados en América del Norte; reforzar la capacidad del sector pesquero para realizar actividades de monitoreo y elaborar los informes correspondientes; crear conciencia ciudadana en torno a los temas de conservación y reglamentación; fomentar la gestión de los recursos pesqueros en México, y desarrollar capacidades para la aplicación de leyes y reglamentos. La información contenida en este plan de acción es producto de la compilación de material publicado y del análisis de datos, así como de consultas con expertos y representantes de sectores interesados de Canadá, Estados Unidos y México. Cabe resaltar que con tal propósito se realizó un taller sectorial los días 17 y 18 de enero de 2017 en la Ciudad de México.

Este documento forma parte de una serie de cinco planes de acción preparados como parte del proyecto impulsado por la Comisión para la Cooperación Ambiental (CCA) con el objetivo de fomentar el comercio lícito, sustentable y trazable de ciertas especies de América del Norte incluidas en el Apéndice II de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES). Los cinco planes de acción se elaboraron bajo el asesoramiento de las autoridades responsables de la aplicación de la CITES en Canadá, Estados Unidos y México.

Especies prioritarias

Para integrar el presente plan de acción, se seleccionaron ocho taxones de tiburón considerados prioritarios, a saber: *Carcharhinus longimanus*, *Carcharodon carcharias*, *Cetorhinus maximus*, *Lamna nasus*, *Rhincodon typus*, *Sphyrna lewini*, *S. mokarran* y *S. zygaena*. De estas especies, cuatro habitan en aguas canadienses, todas se encuentran en Estados Unidos y siete en México. La amenaza de sobreexplotación como resultado de actividades de comercio internacional es la razón principal que explica la inclusión de cada una de estas especies en el Apéndice II de la CITES, además de su clasificación como "vulnerables" o "en peligro de extinción" en la Lista Roja de Especies Amenazadas de la Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza (UICN). Los tiburones se comercializan principalmente en partes, trozos y derivados —lo que incluye su carne, aletas, dientes y mandíbulas—, al igual que como ingredientes utilizados en la elaboración de suplementos para la salud y productos farmacéuticos, siendo las aletas el producto más valioso para el comercio internacional. La identificación de las aletas de tiburón supone un desafío para agentes aduanales y funcionarios fronterizos y uno de gran envergadura para la aplicación de la CITES.

Alexander Vasenin

Tiburón oceánico (*Carcharhinus longimanus*)

Andrea Izzotti

Tiburón blanco (*Carcharodon carcharias*)

Panorama general de manejo y conservación

Preparado en 1998 por la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO), el *Plan de acción internacional para la conservación y ordenación de los tiburones* (PAI-Tiburones) hace un llamado a cada país miembro a adoptar un plan de acción nacional para la conservación y el manejo de tiburones, así como a cooperar, por medio de organizaciones regionales dedicadas a la gestión de los recursos pesqueros (organizaciones regionales de ordenación pesquera, OROP), a fin de garantizar la sustentabilidad de las distintas variedades de tiburón. En pleno apego a los principios y disposiciones del PAI-Tiburones, Canadá, Estados Unidos y México han preparado sus respectivos planes de acción nacionales. Los tres países son miembros de la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (CICAA) y la Comisión Interamericana del Atún Tropical (CIAT). Ambas OROP han adoptado medidas de conservación y manejo pertinentes para la conservación de especies prioritarias de tiburón.

Revisión del comercio

En Canadá, la única especie prioritaria de tiburón objeto de pesca es el tiburón sardinero (*Lamna nasus*). Aunque en 2013 se suspendió la pesca directa de la especie, sigue capturándosele en forma incidental en pesquerías con palangre de atún y pez espada, así como en aquellas de fondo con palangre, redes de pesca y de arrastre.

En Estados Unidos, *L. nasus* se pesca principalmente por su carne, y las especies *C. longimanus*, *S. lewini*, *S. mokarran* y *S. zygaena* por sus aletas. Con la imposición de una estricta cuota de captura, las pesquerías de *L. nasus* se han restringido, y la pesca de *C. longimanus* se ha reducido considerablemente en los últimos cinco años. Desde 2013, Estados Unidos ha mantenido un estricto monitoreo —por especie— de los desembarques de *S. lewini*, *S. mokarran* y *S. zygaena*, al tiempo que el manejo de las tres especies se sujeta a un único cupo o cuota de captura.

En México, el tiburón oceánico (*Carcharhinus longimanus*), el cornuda común (*Sphyrna lewini*), el cornuda gigante (*S. mokarran*) y el cornuda prieta (*S. zygaena*) son actualmente objeto de pesca y su carne suele consumirse, a diferencia de lo que ocurre en Canadá y Estados Unidos, donde no se le considera apetecible. Las exportaciones mexicanas de estas especies consisten principalmente en aletas.

Acciones recomendadas

En el siguiente cuadro se presenta un resumen de las acciones recomendadas con el propósito de fomentar la conservación de especies prioritarias de tiburón en México, al igual que su comercio lícito y sustentable a escala de América del Norte. La ejecución de estas acciones está sujeta a la disponibilidad de financiamiento.

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
1	Asegurar que se elaboren informes de los avances alcanzados en la aplicación de las recomendaciones planteadas en el presente plan de acción y se realicen las mediciones pertinentes.	**Indicadores de avances**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de concebir e instrumentar un proceso que permita registrar y dar seguimiento a las acciones emprendidas en aras de aplicar las recomendaciones planteadas en este plan de acción, así como informar al respecto, ya sea mediante un sitio web específicamente creado para el grupo de especies en cuestión o por medio de algún otro método.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
2	Apoyar iniciativas conjuntas de alcance subcontinental orientadas a impulsar el comercio sustentable y trazable, así como la conservación de especies prioritarias listadas en el Apéndice II de la CITES.	a) **Colaboración trinacional**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de respaldar y monitorear acciones de colaboración encaminadas a fomentar el comercio sustentable y trazable de especies nativas consideradas de preocupación prioritaria —incluidas las especies de tiburón que figuran en el Apéndice II de la CITES—, así como su conservación.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
		b) **Estrategia de financiamiento**: En la medida de lo posible y en consideración de prioridades de índole interna de cada país, los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de formular una estrategia de largo plazo para el financiamiento de este plan de acción, con énfasis en la ejecución de las acciones de mayor prioridad.	No procede	2018	Alta
		c) **Intercambio de personal**: Las autoridades pertinentes en Canadá, Estados Unidos y México deberán considerar la posibilidad de realizar intercambios de corto plazo de miembros de su personal con el propósito de facilitar el intercambio de experiencias, información y recursos a efecto de dar cumplimiento a los requisitos de la CITES en materia de comercio de tiburón. Para ello podría recurrirse a programas en curso o bien a iniciativas nuevas, y contemplarse la participación de integrantes de las áreas científica, de manejo o de aplicación de las distintas dependencias.	No procede	2017 (en forma permanente)	Baja
3	Desarrollar capacidades del sector pesquero para compilar y registrar información precisa sobre las pesquerías de tiburón.	a) **Estrategia para el desarrollo de capacidades**: El gobierno mexicano deberá contratar los servicios de un consultor para formular una estrategia encaminada a desarrollar capacidades del sector pesquero con el objetivo de optimizar la identificación y el registro específicos por especie.	20,000	2018	Alta
		b) **Aplicación de la estrategia para el desarrollo de capacidades**: El gobierno mexicano deberá aplicar la estrategia formulada a fin de que el sector pesquero pueda identificar y realizar registros específicos por especie.	Por determinarse	2019–2020	Alta

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
4	Aumentar el nivel de conciencia ciudadana en torno a la conservación del tiburón y su manejo, así como el marco legal aplicable que respalda la explotación y el comercio sustentables de tiburón en México.	**Estrategia nacional de divulgación en México**: Las autoridades designadas para la aplicación de la CITES en México, junto con las responsables de los recursos pesqueros del país, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, han de elaborar una estrategia de divulgación de alcance nacional encaminada a crear mayor conciencia ciudadana en torno a los instrumentos jurídicos aplicables, la CITES y la conservación del tiburón, con el propósito de aumentar el compromiso del sector pesquero en su manejo sustentable.	20,000	2018	Alta
5	Apuntalar el comercio sustentable de tiburón en América del Norte mediante el acopio y análisis mejorados de datos sobre las actividades pesqueras y comerciales en relación con las especies seleccionadas.	a) **Taller sobre compilación y análisis de datos**: Es preciso que el gobierno mexicano, en colaboración con el sector académico y organizaciones no gubernamentales, y con la participación de Canadá y Estados Unidos, lleve a cabo un taller con el propósito de explorar e identificar metodologías alternativas para la compilación y el análisis de datos, y evaluar las pesquerías de tiburón para las que se disponde de información insuficiente, todo ello a fin de formular dictámenes de extracción no perjudicial y en apego a la legislación nacional.	50,000	2018	Alta
		b) **Compilación de datos sobre especies específicas de tiburón**: Las autoridades pesqueras mexicanas, junto con las responsables de la aplicación de la CITES y comunidades pesqueras, habrán de establecer un programa de colaboración que busque recoger, compilar y registrar información exhaustiva específica por especie sobre actividades de captura y pesca, con énfasis en especies de tiburón enlistadas en la CITES.	100,000 (al año)	2019	Alta
		c) **Análisis de la cadena de comercio**: Canadá, Estados Unidos y México deberán compilar información exhaustiva sobre cadenas de comercio (desde la captura hasta su comercialización) de especies de tiburón incluidas en la CITES provenientes de América del Norte, con el propósito de orientar procesos de manejo y aplicación de leyes y reglamentos.	75,000	2019	Alta
		d) **Códigos del Sistema Armonizado específicos por especie de tiburón**: Canadá, Estados Unidos y México han de entablar vínculos de colaboración con el objetivo de respaldar el trabajo de la FAO encaminado a instituir códigos del Sistema Armonizado (SA), en términos de la Organización Mundial de Aduanas, para cada especie de tiburón, y apoyar iniciativas nacionales encaminadas a reunir datos sobre captura y comercio específicos de cada especie.	No procede	2019	Mediana

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
6	Dotar a funcionarios responsables de la aplicación de leyes y reglamentos con la información y los recursos necesarios para identificar especímenes de tiburón y aplicar los instrumentos jurídicos que regulan su comercio.	a) **Taller trinacional de capacitación**: Canadá, Estados Unidos y México deberán realizar un taller trinacional multiinstitucional de capacitación para funcionarios responsables de la aplicación de la legislación, en torno a los siguientes temas: reconocimiento de los distintos productos de tiburón en el comercio; principios básicos del comercio internacional de aleta de tiburón; escenarios de aplicación de las leyes y reglamentos comerciales en América del Norte; reconocimiento de aletas de tiburón en distintas etapas de procesamiento; distinción de aletas de especímenes adultos y jóvenes de especies de tiburón incluidas en la CITES; atención a embarques de gran volumen, y selección de muestras para análisis forenses.	75,000	2018	Alta
		b) **Capacitación sobre aplicación de leyes y reglamentos en el ámbito nacional**: Autoridades encargadas de aplicar la CITES en Canadá, Estados Unidos y México deberán impartir capacitación a funcionarios sobre la identificación de aletas de tiburón necesaria para las actividades forenses y la aplicación de leyes y reglamentos en el ámbito nacional.	10,000–25,000 (al año y por país, según se requiera)	2018 (en forma permanente)	Alta
7	Apoyar el comercio sustentable de tiburón en América del Norte mediante la actualización y optimización del manejo de las pesquerías de tiburón en México.	a) **Manejo y Conservación de Tiburones, Rayas y Especies Afines en México (PANMCT)**: En colaboración con el Instituto Nacional de Pesca (Inapesca), autoridades responsables de la aplicación de la CITES, miembros del gremio académico, el sector pesquero y organizaciones no gubernamentales, la Comisión Nacional de Pesca y Acuacultura (Conapesca) deberá realizar un taller con el propósito de revisar y actualizar el PANMCT, a fin de tomar en consideración los cambios que han tenido lugar desde su publicación en 2004. Entre estos cambios se incluyen la incorporación en la CITES de más especies de elasmobranquios, así como la institución de medidas en favor de la conservación del tiburón por la Comisión Interamericana del Atún Tropical (CIAT) y la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico (CICAA).	30,000	2018	Alta
		b) **Técnicas para el manejo de pesquerías**: Las autoridades pesqueras mexicanas habrán de evaluar la eficacia de la imposición de las temporadas de pesca en vigor y, de ser pertinente, posiblemente modificarlas. Asimismo, deberán evaluar otras técnicas de manejo pesquero (por ejemplo, la aplicación de cupos y límites de tamaño, y la consideración de la clausura de pesquerías en áreas que albergan hábitat esencial) que podrían impulsar el manejo sustentable de las pesquerías de especies de tiburón enlistadas en la CITES, con apego a los requisitos previstos en la propia Convención.	No procede	2019	Alta
		(c) **Actualización de la Carta Nacional Pesquera**: Es preciso que el Inapesca añada a este instrumento el género *Sphyrna* como un grupo independiente.	No procede	Próxima actualización	Alta
		d) **Planes de manejo en México**: El gobierno mexicano habrá de establecer como prioridad la finalización de los planes de manejo para el Pacífico y el golfo de México y mar Caribe dirigidos a las pesquerías de elasmobranquios.	No procede	2017	Alta

Galápago de bosque (*Glyptemys insculpta*)

Batwrangler

Plan de acción de América del Norte para un comercio sustentable de especies de tortuga

En el presente plan de acción se recomiendan 18 medidas encaminadas a fomentar el comercio sustentable de doce especies de tortugas acuáticas y terrestres, de siete géneros, seleccionadas como prioritarias; se ofrece, asimismo, un panorama general por cuanto a su distribución, estado de conservación, comercio del que son objeto e información pertinente a su manejo. Las acciones recomendadas tienen por objetivo fortalecer los vínculos de cooperación entre los sectores interesados en América del Norte; realizar investigaciones sobre la cría en cautiverio de *Dermatemys mawii* con propósitos comerciales; generar y poner en práctica políticas que promuevan la recuperación de las poblaciones silvestres, y desarrollar capacidades para la aplicación de leyes y reglamentos. La información contenida en este plan de acción es producto de la compilación de material publicado y del análisis de datos, así como de consultas con expertos y representantes de sectores interesados de Canadá, Estados Unidos y México. Cabe resaltar que con tal propósito se realizó un taller sectorial los días 25 y 26 de octubre de 2016 en la Ciudad de México.

Este documento forma parte de una serie de cinco planes de acción preparados como parte del proyecto impulsado por la Comisión para la Cooperación Ambiental (CCA) con el objetivo de fomentar el comercio lícito, sustentable y trazable de ciertas especies de América del Norte incluidas en el Apéndice II de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES). Los cinco planes de acción se elaboraron bajo el asesoramiento de las autoridades responsables de la aplicación de la CITES en Canadá, Estados Unidos y México.

Especies prioritarias

Para integrar el plan de acción, se seleccionaron doce taxones de tortugas acuáticas y terrestres consideradas prioritarias, a saber: cinco especies de tortugas acuáticas o semiacuáticas (*Clemmys guttata*, *Dermatemys mawii*, *Emydoidea blandingii*, *Glyptemys insculpta* y *Malaclemys terrapin*), cuatro especies de tortugas excavadoras "gopher" (*Gopherus agassizii*, *G. berlandieri*, *G. morafkai* y *G. polyphemus*) y tres especies de tortugas de caja (*Terrapene carolina*, *T. nelsoni* y *T. ornata*).

De estas doce especies, cuatro se encuentran de manera natural en Canadá, diez en Estados Unidos y seis en México. *T. carolina* es la única que habita en los tres países.

De acuerdo con evaluaciones de la Unión Internacional para la Conservación de la Naturaleza (UICN), por su estado de conservación las especies de tortuga prioritarias se ubican en las siguientes categorías: en peligro crítico de extinción (*D. mawii*); en peligro de extinción (*C. guttata*, *E. blandingii* y *G. insculpta*); vulnerables (*G. agassizii*, *G. polyphemus* y *T. carolina*); casi amenazadas (*M. terrapin* y *T. ornata*); de preocupación menor (*G. berlandieri*), y con datos insuficientes (*T. nelsoni*). Una de ellas (*G. morafkai*) no figura en la actual Lista Roja de la UICN.

En 2014, el Grupo de Trabajo sobre Taxonomía de las Tortugas (*Turtle Taxonomy Working Group*, TTWG), perteneciente al Grupo de Especialistas en Tortugas Terrestres y de Agua Dulce (*Tortoise and Freshwater Turtle Specialist Group*) de la UICN, redactó reevaluaciones provisionales de algunas de las especies prioritarias. A la luz de dichos estudios es probable que en la próxima actualización formal de la Lista Roja el estado de *G. agassizii* cambie a "en peligro crítico de extinción"; el de *G. polyphemus* a "en peligro de extinción"; los de *G. morafkai* y *M. terrapin* a "vulnerable", y el de *G. berlandieri* a "casi amenazada".

En Canadá, *C. guttata* (en su conjunto) y la población de Nueva Escocia de *E. blandingii* se consideran en peligro de extinción, en tanto que *Glyptemys insculpta* (en su conjunto) y la población de los Grandes Lagos-San Lorenzo de *E. blandingii* están clasificadas como amenazadas. Estas especies están protegidas por las legislaciones provinciales en toda su área de distribución. *Terrapene carolina* se considera eliminada o desaparecida.

En México, *D. mawii* se considera en peligro de extinción; *G. agassizii*, se clasifica como amenazada, y *T. carolina*, *T. ornata* y *T. nelsoni* están, las tres, sujetas a protección especial.

En Estados Unidos, conforme a la Ley de Especies en Peligro de Extinción (*Endangered Species Act*, ESA), *D. mawii* está considerada en peligro de extinción; la población septentrional de *G. agassizii* está listada como amenazada, en tanto que su población meridional (actualmente reclasificada como *G. morafkai*) se clasifica como "amenazada debido a similitud de apariencia" (*threatened due to similarity of appearance*). Si bien el grado de protección estatal para estas especies varía de una jurisdicción a otra, todas las especies *Gopherus* están protegidas por las respectivas leyes de los estados en donde se encuentran de ser recolectadas para fines comerciales o personales.

Revisión del comercio

En Canadá, la Ley de Salud Animal (*Health of Animals Act*) prohíbe la importación comercial de tortugas vivas como animales de compañía. Las tortugas vivas se pueden importar para zoológicos y con fines científicos y educativos, y únicamente con permisos emitidos por la Agencia Canadiense de Inspección de los Alimentos (*Canadian Food Inspection Agency*, CFIA). Es posible obtener permisos de importación con fines personales, pero estos suelen limitarse a animales de compañía que han estado en posesión de sus dueños por algún tiempo antes de viajar o mudarse a Canadá. Debido a la prohibición a las importaciones, el mercado canadiense de tortugas para mascotas se asienta en el contrabando (sobre todo desde Estados Unidos) o bien en la reproducción en cautiverio de especímenes que ya se encuentran en el país. La importación ilegal continúa y es muy probable que los ancestros de la mayoría de las tortugas en cautiverio sean especímenes que originalmente ingresaron de manera ilegal a Canadá. Las tortugas como mascotas en Canadá suelen venderse a precios más altos que en Estados Unidos, lo cual constituye un incentivo adicional para introducir especímenes de contrabando a territorio canadiense.

México no parece ser un mercado significativo para la mayoría de las especies prioritarias de tortugas, con excepción de *Dermatemys mawii* y *Gopherus berlandieri*. Ambas son nativas de México y se comercian en el mercado interno, pero también se exportan con fines comerciales. La carne de *D. mawii* tiene mucha demanda en el país y en naciones centroamericanas, sobre todo durante la Pascua. Debido a la caza excesiva, es probable que *D. mawii* sea la tortuga en mayor peligro de extinción en México. La caza y el comercio ilegales persisten, y sus poblaciones siguen disminuyendo. Por cuanto a *G. berlandieri*, resulta fácil conseguir en territorio mexicano ejemplares a la venta como mascotas. Las personas o empresas que cuentan con un registro están autorizadas para criar, vender y exportar especímenes de la especie y, si bien algunos ejemplares se ofrecen en el mercado con la documentación pertinente para demostrar que se criaron en cautiverio de manera legal, lo cierto es que también abunda la venta de especímenes ilegalmente criados o capturados en su ámbito silvestre. El dueño de un criadero mexicano apuntó que la venta ilegal de tortugas terrestres es un problema gigantesco y muy difícil de controlar.

En Estados Unidos, la compraventa de tortugas es muy común. Algunos estados permiten recolectar tortugas silvestres para el comercio interno e internacional, mientras que las operaciones de reproducción en cautiverio van desde las realizadas por aficionados hasta las de granjas productoras a gran escala. Los reglamentos que rigen la posesión, cría y comercio de tortugas terrestres y de agua dulce varían mucho según la especie y la entidad federativa. La Administración de Alimentos y Fármacos (*Food and Drug Administration,* FDA) prohíbe la venta de tortugas vivas con caparazón de menos de cuatro pulgadas (10.16 cm) de largo, aunque algunas más pequeñas pueden exportarse. Las tortugas de mayor tamaño pueden venderse e importarse. Una sola granja de Maryland produce grandes cantidades de *Malaclemys terrapin.* Las demás especies de tortugas prioritarias se crían en instalaciones pequeñas ("de traspatio") y no en grandes cantidades. La producción en cautiverio de las especies *Terrapene* es común en granjas de patio y jardín que, en conjunto, no parecen producir números significativos, y la de *Clemmys guttata*, *Emydoidea blandingii* y *Glyptemys insculpta* es al parecer aún menor.

Acciones recomendadas

En el siguiente cuadro se presenta un resumen de las acciones recomendadas con el propósito de fomentar la conservación de *Dermatemys mawii*, en México, al igual que el comercio lícito y sustentable a escala de América del Norte de las especies prioritarias de tortugas acuáticas y terrestres. La ejecución de estas acciones está sujeta a la disponibilidad de financiamiento.

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
1	Asegurar que se elaboren informes de los avances alcanzados en la aplicación de las recomendaciones planteadas en el presente plan de acción y se realicen las mediciones pertinentes.	**Indicadores de avances:** Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de concebir e instrumentar un proceso que permita registrar y dar seguimiento a las acciones emprendidas en aras de aplicar las recomendaciones planteadas en este plan de acción, así como informar al respecto, ya sea mediante un sitio web específicamente creado para el grupo de especies en cuestión o por medio de algún otro método.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
2	Apoyar iniciativas conjuntas de alcance subcontinental orientadas a impulsar el comercio sustentable y trazable, así como la conservación de especies prioritarias listadas en el Apéndice II de la CITES.	a) **Colaboración trinacional**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de respaldar y monitorear acciones de colaboración encaminadas a fomentar el comercio sustentable y trazable de especies nativas consideradas de preocupación prioritaria —incluidas las especies de tortugas acuáticas y terrestres que figuran en el Apéndice II de la CITES—, así como su conservación.	No procede	2017 (en forma permanente)	Alta
		b) **Estrategia de financiamiento**: En la medida de lo posible y en consideración de prioridades de índole interna de cada país, los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México habrán de formular una estrategia de largo plazo para el financiamiento de este plan de acción, con énfasis en la ejecución de las acciones de mayor prioridad.	No procede	2018	Alta
3	Respaldar el comercio sustentable y la conservación de las tortugas de América del Norte mediante el fortalecimiento de la colaboración y la cooperación entre instituciones académicas, gobiernos, industria y organizaciones no gubernamentales, al igual que la inclusión de las tortugas como especies prioritarias en la labor de conservación.	a) **Taller anual mexicano**: En colaboración con autoridades de Canadá y Estados Unidos (según corresponda), así como instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales (cuando sea pertinente), el gobierno de México habrá de organizar un taller anual que reúna a investigadores, administradores y personal responsable de la aplicación de la legislación, a fin de intercambiar información sobre la ciencia y el comercio de tortugas de agua dulce y terrestres; fijar metas de investigación y manejo; establecer y revisar una lista de especies prioritarias, y formular o revisar políticas e instrumentos (incluida la NOM-059) encaminados a garantizar la conservación de las tortugas.	20,000 (al año)	2017 (en forma permanente)	Mediana
		b) **Estudios de campo de especies prioritarias de tortuga**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberán conducir investigaciones de campo e inventarios de las especies prioritarias de tortuga con objeto de lograr una mejor comprensión de sus poblaciones, las amenazas que sobre ellas se ciernen y otros aspectos básicos de su biología y conservación.	20,000 (al año)	2018 (en forma permanente)	Alta

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
4	Impulsar la investigación en torno a la cría en cautiverio de *Dermatemys mawii*, a fin de mejorar y facilitar iniciativas para reproducir la especie con objetivos básicamente comerciales.	a) **Estudio sobre producción de *Dermatemys* en granjas**: El gobierno de México —en colaboración con los países de Centroamérica con áreas de distribución de tortugas, instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales— habrá de conducir un estudio de factibilidad de granjas de cría de *D. mawi*i para el comercio de carne o como animal de compañía. Ello habrá de incluir una revisión de los reglamentos aplicables y del posible impacto en la conservación *in situ*, así como un análisis de las perspectivas económicas y los riesgos asociados.	10,000	2019	Alta
		b) **Estudio de la reproducción en cautiverio de *Dermatemys***: El gobierno de México —en colaboración con las naciones de Centroamérica con áreas de distribución, instituciones académicas, organizaciones no gubernamentales y criadores de tortugas de agua dulce— deberá financiar y apoyar investigaciones sobre la cría en cautiverio de *D. mawii* que permitan un mejor conocimiento de: prácticas de incubación óptimas; diseño de los estanques y densidades de ocupación; identificación del sexo; tasas de crecimiento y alimentación; gestión de desperdicios, y prevención de enfermedades.	30,000	2019	Alta
		c) **Estudio de la anidación de *Dermatemys***: El gobierno de México —en colaboración con los países de Centroamérica que incluyen áreas de distribución, instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales— habrá de financiar y apoyar investigaciones para determinar cómo, cuándo y dónde anidan las hembras adultas de *D. mawii*, lo mismo en zonas naturales que en cautiverio.	30,000	2019	Mediana
		d) **Estudio de fertilidad de *Dermatemys***: En colaboración con países de Centroamérica que incluyen áreas de distribución, instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, el gobierno de México deberá cofinanciar y apoyar investigaciones para reunir información sobre la fertilidad y almacenamiento de esperma de *D. mawii*.	10,000	2019	Mediana
5	Formular políticas y procedimientos para fomentar la producción comercial sustentable de tortugas acuáticas, junto con la recuperación de las poblaciones silvestres.	a) **Política integral de conservación de *Dermatemys***: El gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, habrá de formular un programa detallado para vincular las granjas comerciales de *D. mawii* con la conservación *in situ*, la designación y manejo de áreas protegidas, la aplicación de leyes y reglamentos y, quizás, el aumento de poblaciones silvestres con especímenes criados en cautiverio, en establecimientos comerciales.	20,000	2019	Alta
		b) **Política de liberación de especímenes de *Dermatemys* criados en cautiverio**: El gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberá formular políticas y procedimientos que garanticen la compatibilidad genética, la ausencia de enfermedades y las posibilidades de supervivencia de los ejemplares de *D. mawii* nacidos en cautiverio y posteriormente liberados para reintroducción en su entorno natural.	1,000	2019	Alta

Núm.	Objetivos	Acciones	Costo (en dólares estadounidenses)	Calendario	Prioridad
5	Formular políticas y procedimientos para fomentar la producción comercial sustentable de tortugas acuáticas, junto con la recuperación de las poblaciones silvestres.	c) **Política para la producción de *Dermatemys* en granjas**: El gobierno de México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, habrá de formular y poner en práctica reglamentos y procedimientos para impedir que el tráfico de especímenes silvestres de *D. mawii* sea encubierto a través de granjas o establecimientos comerciales de cría.	No procede	2019	Alta
		d) **Lineamientos para las mejores prácticas de manejo**: El Servicio de Pesca y Vida Silvestre de Estados Unidos (*US Fish and Wildlife Service*, USFWS) deberá dar prioridad a la conclusión y distribución de los lineamientos sobre prácticas idóneas de manejo en materia de producción comercial de tortugas, cuya versión preliminar se redactó en un taller del USFWS en 2011.	No procede	2017	Alta
6	Dar a los responsables de la aplicación de la legislación la información y los recursos necesarios para responder de manera adecuada ante el comercio ilegal de tortugas acuáticas y proteger a las poblaciones silvestres.	a) **Aplicación de la legislación relativa a la *Dermatemys***: El gobierno de México habrá de conferir prioridad e incrementar el financiamiento para actividades orientadas a hacer cumplir las leyes y reglamentos para la protección de las poblaciones silvestres de *D. mawii* y de aquéllas establecidas mediante la liberación de especímenes criados cautiverio, así como a monitorear las operaciones de las granjas comerciales y el intercambio de especímenes sujetos a compraventa.	100,000 (al año)	2019 (en forma permanente)	Alta
		b) **Taller sobre aplicación de leyes y reglamentos en relación con el comercio de tortugas acuáticas**: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos México, en colaboración con autoridades internacionales, instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, deberán organizar un taller sobre recolección y comercio de tortugas acuáticas dirigido a los responsables de la aplicación de la legislación. Este taller habrá de destacar la problemática de la recolección y el comercio ilegales de tortugas de agua, y brindar capacitación sobre actividades de investigación y vigilancia del cumplimiento, con miras a detectar el comercio ilegal y proceder en consecuencia.	60,000	2018	Mediana
		c) **Política mexicana sobre aplicación de la legislación en materia de tortugas**: El gobierno de México deberá implantar políticas para la disposición de tortugas de agua vivas capturadas durante operaciones de aplicación de la ley. Habrán de establecerse procedimientos operativos estándar para la liberación de especímenes o su alojamiento en instalaciones adecuadas.	10,000	2018	Alta
		d) **Sistemas de identificación fotográfic**a: Los gobiernos de Canadá, Estados Unidos y México, en colaboración con instituciones académicas y organizaciones no gubernamentales, habrán de apoyar y suministrar financiamiento adicional para la implementación y la validación de sistemas de registro que permitan identificar y reconocer ejemplares individuales de especies prioritarias de tortugas, así como impulsar su uso entre autoridades, establecimientos de producción en cautiverio e investigadores de campo. Tales sistemas deben comprender bases de datos para microchips, el marcaje con muescas en caparazones y protocolos de identificación fotográfica.	No procede	2019	Mediana
7	Revisar los reglamentos y la política canadienses para la importación de tortugas	**Revisión de la normativa canadiense**: El gobierno de Canadá habrá de revisar la Ley de Salud Animal (*Health of Animals Act*) y políticas relacionadas por cuanto a la importación de tortugas, así como evaluar el actual riesgo de transmisión de *Salmonella* en el comercio de tortugas como mascotas.	No procede	2019	Baja

Comisión para la Cooperación Ambiental
393, rue St-Jacques Ouest, bureau 200
Montréal (Québec) H2Y 1N9 Canada
t 514.350.4300 f 514.350.4314
info@cec.org / www.cec.org